JUSTICE EN DANGER
JUSTICE UNIE DANS LA LUTTE

La CGT Pénitentiaire

Ce 9 mars 2010 a été une journée inédite en terme de mobilisation.

25 syndicats et associations des professionnels de la Justice se sont mobilisés dans différentes villes de France pour scander ensemble un ras-le-bol bien légitime. **Fonctionnaires de l'administration pénitentiaire, agents des services judicaires et de la PJJ, magistrats et avocats ont défilé côte à côte pour exprimer leur colère.**

A Paris, près de 4000 manifestants sont partis du Palais de Justice pour rejoindre la Place Vendôme. L'UGSP-CGT était bien évidemment partie prenante de cette mobilisation. Les militants venus de province et de la région parisienne ont eu à cœur, par leur présence, de représenter les personnels de l'administration pénitentiaire. Nous avons donc rappelé, tout le long de la manifestation, notre opposition à la mise en place de la RGPP, l'exaspération des agents de notre administration, ainsi que la revendication essentielle de moyens supplémentaires pour pouvoir faire notre travail correctement.

A l'arrivée de la manifestation, une délégation représentant l'ensemble des organisations dans la lutte a été reçue par le cabinet de la Garde des Sceaux. Pour notre part, nous avons exprimé notre **opposition aux annonces de fermetures / constructions d'établissements** pénitentiaires. Nous avons expliqué qu'étant donné les enjeux, il était inacceptable que la DAP se contente de dévoiler seulement une partie des projets de fermetures. Nous avons rappelé que pour nous, la volonté de fermer les petites structures pour en construire de beaucoup plus grandes, en partie privatisées, correspondait à une déclinaison de la RGPP dans la pénitentiaire, et que ces décisions n'amélioreront ni les conditions de travail des personnels, ni la qualité du service public, bien au contraire !
Nous avons aussi marqué notre **opposition radicale à la fermeture des antennes SPIP**. Cette autre application de la RGPP participe elle aussi à la casse du service public de la justice et éloigne un peu plus la pénitentiaire des besoins des usagers.
Enfin, nous avons expliqué que, comme dans tous les autres secteurs de la Justice, l'administration pénitentiaire crève la gueule ouverte faute de personnels suffisant et faute de moyens. Tous corps confondus, surveillants, travailleurs sociaux, personnels administratifs et techniques, nous souffrons tous de l'impossibilité de mener à bien nos missions !

Le cabinet du Garde des Sceaux a indiqué que sur la question des fermetures, il ne prendrait pas de décision sans concertation des organisations syndicales. Nous attendons que le ministère passe enfin des paroles aux actes, sans illusion sur la réelle volonté d'engager un dialogue social digne de ce nom.

Il est donc indispensable de maintenir une pression constante à tous les niveaux pour peser dans les décisions qui seront prises. Nous continuerons à défendre l'intérêt du service public et des agents. Nous sommes persuadés que c'est uniquement l'unité la plus large possible qui nous permettra d'obtenir gain de cause.

Montreuil, le 10 mars 2010

263, rue de Paris - Case 542 - 93514 Montreuil cedex - Tel : 01.48.18.82.42 ou 82.32 ou 32.56
Fax : 01.48.18.82.50 E-mail : ugsp@cgt.fr Site internet : www.ugsp-cgt.org